



HUGO CHAVEZ EN CAMPAGNE PERMANENTE

Olivier Dabène*

Venezuela. Insécurité, coupures d'électricité, inflation... Le mécontentement grandit au sein de la population alors que la rente pétrolière baisse. Pour éviter un échec aux législatives de septembre, le président agite la menace extérieure.

Le 11 février, le Parlement européen se déclarait "vivement préoccupé face à la dérive autoritaire du gouvernement du président Hugo Chávez, dont les actions ont pour objet d'affaiblir l'opposition démocratique et de restreindre les droits et libertés des citoyens". La dégradation de la qualité de la démocratie au Venezuela est régulièrement pointée par de nombreux analystes et l'indépendance des médias est particulièrement en cause. Parallèlement, l'année 2009 a vu le président Chávez appeler la population à se préparer à la guerre, face à une menace supposée d'intervention militaire orchestrée par les Etats-Unis et la Colombie. Comment expliquer une telle évolution?

Le Venezuela est engagé depuis une décennie dans une dynamique de changements qui, comme toutes les révolutions, se nourrit d'adversité. Les révolutions castriste (Cuba) et sandiniste (Nicaragua) ont fait face à l'agression des Etats-Unis. Cependant, dans un contexte post-guerre froide, la révolution bolivarienne (Venezuela) n'a pas subi de menace militaire des Etats-Unis. L'administration de Bush a certes soutenu la tentative de coup d'Etat contre Chávez en 2002, mais elle a souvent ignoré le Venezuela. Et Barack Obama tente

d'instaurer un respect mutuel. Ne pouvant souder la population dans la résistance, Hugo Chávez a placé ses troupes en alerte permanente pour gagner des élections. Le spectre de l'impérialisme est toujours agité mais en onze années de pouvoir, Hugo Chávez a gagné douze scrutins sur treize: trois présidentielles (1998, 2000, 2006), quatre référendums et cinq élections (parlementaires, locales ou pour une assemblée constituante). Seul le référendum de 2007 sur des réformes constitutionnelles a été perdu.

Moins d'argent pour les missions

L'année 2010, cependant, ne se présente pas sous les meilleurs auspices pour le processus révolutionnaire bolivarien. Les élections parlementaires prévues en septembre 2010 se traduiront nécessairement par des progrès de l'opposition, car elle avait boycotté le scrutin de 2005 - où l'abstention avait atteint 75%. Hugo Chávez se doit de mobiliser ses troupes pour éviter la défaite. Or son électorat, essentiellement populaire, a au moins trois sérieux motifs de mécontentement. L'insécurité, d'abord, a progressé de façon spectaculaire. Avec un taux d'homicide de 100 pour 100 000 habitants, Caracas est devenue la capitale la plus violente d'Amérique latine. La crise économique, ensuite: l'inflation, estimée à 25% en 2009, pourrait se voir aggravée par la dévaluation du 8 janvier (1). Enfin, la crise énergétique provoque depuis quelques mois de fréquentes coupures d'électricité.

Face au risque de voir l'électorat populaire s'abstenir en septembre, Hugo Chávez doit trouver d'autres ressorts de mobilisation. La récession, en partie provoquée par la baisse des revenus pétroliers, a en effet entraîné une diminution des recettes publiques, limitant les capacités redistributives de l'Etat. Chávez ne peut donc plus continuer à développer ses grands programmes sociaux (*misiones*). La signature, le 30 octobre 2009, d'un accord militaire entre la Colombie et les Etats-Unis lui a donc fourni une planche de salut (2): le 8 novembre, il demandait à la population de se préparer à la guerre. Dans les mois qui viennent, il soufflera le chaud et le froid jusqu'aux élections de septembre, après quoi il lancera sa campagne pour la présidentielle de 2012 où il briguera un nouveau mandat de six ans avec la perspective de l'amener en 2018 à vingt ans de pouvoir. Il est à craindre que les tensions au Venezuela n'aillent en s'exacerbant.

Professeur des universités à Sciences Po et président de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (Opalc)

(1) Cf. "La nouvelle politique monétaire vénézuélienne" (www.opalc.org)

(2) Cf. "Accord militaire Colombie Etats-Unis" (*ibid.*)